



## **RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE PREMIER TRIMESTRE 2021**

---

### **TABLE DES MATIÈRES**

<b>PROFIL DE L'ENTREPRISE .....</b>	<b>2</b>
<b>SECTEURS D'ACTIVITÉS .....</b>	<b>3</b>
<b>FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2020 .....</b>	<b>3</b>
<b>MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS .....</b>	<b>4</b>
<b>ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS .....</b>	<b>5</b>
<b>ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS .....</b>	<b>7</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE .....</b>	<b>12</b>
<b>INFORMATIONS ADDITIONNELLES .....</b>	<b>16</b>
<b>SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES .....</b>	<b>19</b>

## PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA », « TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI » ou la « société mère »), est une entreprise de communication qui œuvre dans quatre secteurs d'activités : la télédiffusion, les services cinématographiques et audiovisuels, les magazines ainsi que la production et la distribution. En télédiffusion, la Société est active en création, en diffusion et en production d'émissions de divertissement, de sports, d'information et d'affaires publiques ainsi qu'en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter neuf services spécialisés. Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels offre des services de location de studios, de mobiles et d'équipements ainsi que des services de postproduction et d'effets visuels. Dans le secteur magazines, Groupe TVA publie plus de 50 titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines au Québec. Le secteur production et distribution se spécialise dans la production et la distribution d'émissions de télévision destinées au marché mondial. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du premier trimestre 2021 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés résumés de la Société pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2021 et 2020 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») dont, en particulier, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2020, de même qu'avec les états financiers consolidés résumés au 31 mars 2021. Tous les montants sont en dollars canadiens.

La pandémie de COVID-19 (la « pandémie ») continue d'avoir des répercussions majeures sur l'environnement économique au Canada et à l'échelle mondiale. Afin de limiter la propagation du virus, le gouvernement du Québec a imposé depuis le début de cette crise sanitaire une série de restrictions et de mesures préventives spéciales, y compris la suspension de certaines activités commerciales. Depuis mars 2020, cette crise sanitaire a réduit les activités de nombreux partenaires d'affaires de Groupe TVA et a entraîné un ralentissement marqué de certains secteurs d'activités de la Société. Entre autres répercussions, les restrictions et les mesures préventives imposées par le gouvernement du Québec ont causé une baisse des revenus publicitaires et, plus spécifiquement en 2020, une baisse des événements sportifs diffusés par la chaîne spécialisée « TVA Sports », une réduction de la fréquence de mise en marché de certaines publications et un arrêt temporaire de la plupart de nos activités de production de contenu. Malgré les contraintes occasionnées par cette pandémie, la Société a continué et continuera de maintenir ses activités essentielles visant à informer en plus de divertir la population, tout en protégeant la santé et la sécurité de ses employés et du public. La Société assure un service d'information en continu sur la crise sanitaire aux téléspectateurs via le Réseau TVA ainsi que la chaîne spécialisée « LCN ». En raison de la baisse de leurs revenus, plusieurs entités des différents secteurs de la Société se sont qualifiées à la Subvention salariale d'urgence du Canada (« SSUC ») et des subventions totalisant 2 373 000 \$ ont été comptabilisées au premier trimestre de 2021 en réduction des coûts de main-d'œuvre alors qu'aucun montant n'avait été comptabilisé au premier trimestre de 2020.

Alors que les incertitudes concernant l'ampleur et la durée de la pandémie subsistent, le conseil d'administration de la Société et son équipe de direction surveillent de façon continue l'impact de la crise sanitaire sur les secteurs d'activités de la Société, ses employés, ses clients, ses partenaires d'affaires, ainsi que sur la population du Québec, et prennent les mesures appropriées, selon les besoins, jusqu'à ce que la crise sanitaire s'atténue.

Les impacts de la crise sanitaire liée à la pandémie sur les résultats d'exploitation des secteurs d'activités de la Société sont analysés plus en détail dans la section « Analyse par secteurs d'activités » du présent rapport de gestion. Il est par ailleurs difficile à ce stade-ci de prévoir quelles seront toutes les conséquences de cette crise sanitaire jusqu'à ce que la situation revienne à la normale. La crise sanitaire liée à la pandémie pourrait avoir un impact défavorable important sur la croissance à court et à moyen terme des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société. Ainsi, les croissances enregistrées au cours des trimestres antérieurs, notamment au début de cette crise sanitaire, pourraient ne pas être représentatives des croissances futures.

## SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- **Le secteur télédiffusion** inclut les activités du Réseau TVA, des services spécialisés, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles ainsi que les activités de production commerciale et d'édition sur mesure notamment par l'entremise de sa filiale Communications Qolab inc. (« **Qolab** ») (anciennement COLAB Studio Marketing Collaboratif inc.).
- **Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (« MELS »)**, par le biais des filiales Mels Studios et Postproduction s.e.n.c. et MELS Doublage inc., inclut les activités de services de location de studios, de mobiles et d'équipements, les activités de doublage et de vidéodescription ainsi que les services de postproduction et d'effets visuels.
- **Le secteur magazines**, par l'entremise de ses filiales, notamment TVA Publications inc. et Les Publications Charron & Cie inc., comprend les activités d'édition de magazines dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration ainsi que la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines.
- **Le secteur production et distribution**, par l'entremise des sociétés du groupe Incendo, inclut les activités de production et de distribution d'émissions de télévision, de films et de téléseries destinés au marché mondial.

## FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2020

- Le 14 avril 2021, la présidente du conseil d'administration de Groupe TVA, Sylvie Lalande, a annoncé que la présidente et chef de la direction de la Société, France Lauzière, prenait une pause professionnelle d'une durée pouvant aller jusqu'à six mois et que, pendant son absence, le président et chef de la direction de Québecor, Pierre Karl Péladeau, assumerait les responsabilités de la présidence de Groupe TVA.
- Le 11 février 2021, la Société a procédé au renouvellement de son crédit rotatif de 75 000 000 \$ qui venait à échéance le 24 février 2021 pour une période d'un an, soit jusqu'au 24 février 2022.
- Le 20 janvier 2021, la présidente et chef de la direction de la Société, France Lauzière, a annoncé une nouvelle structure de gestion et a confié à Martin Picard, vice-président et chef de l'exploitation du contenu, l'entière responsabilité du secteur de la programmation pour TVA, TVA+ et les neuf chaînes spécialisées de la Société. M. Picard, membre de l'équipe de TVA depuis 2002 et chef de l'exploitation du contenu depuis 2017, ajoute ainsi à ses fonctions les mandats stratégiques de TVA Nouvelles, « LCN » et « TVA Sports » et assurera ainsi l'exploitation et le rayonnement des contenus sur l'ensemble des plateformes du groupe.

## MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

### BAIIA ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net (la perte nette) conformément aux IFRS, comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres, les impôts sur le bénéfice et la part du bénéfice dans les entreprises associées. Le BAIIA ajusté, tel que défini ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activités. En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. La définition du BAIIA ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente le rapprochement du BAIIA ajusté avec la perte nette divulguée aux états financiers consolidés résumés de la Société.

**Tableau 1**  
**Rapprochement du BAIIA ajusté présenté dans ce rapport avec la perte nette divulguée aux états financiers consolidés résumés**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2021	2020
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :		
Télédiffusion	(3 421) \$	3 829 \$
Services cinématographiques et audiovisuels	3 628	3 172
Magazines	1 763	664
Production et distribution	113	667
Éléments intersectoriels	53	175
	<b>2 136</b>	8 507
Amortissement	8 258	8 531
Charges financières	701	670
Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres	(273)	302
Recouvrement d'impôts	(1 696)	(27)
Part du bénéfice dans les entreprises associées	(402)	(257)
<b>Perte nette</b>	<b>(4 452) \$</b>	<b>(712) \$</b>

## ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### Comparaison des premiers trimestres 2021 et 2020

**Produits d'exploitation** de 140 808 000 \$, en hausse de 3 674 000 \$ (2,7 %).

- Hausse de 6 771 000 \$ (6,3 %) dans le secteur télédiffusion (tableau 2) due essentiellement à la hausse de 121,3 % des revenus de Qolab et à l'augmentation de 5,2 % des revenus du Réseau TVA. Ces écarts favorables ont été contrebalancés en partie par la diminution de 1,2 % des revenus des chaînes spécialisées.
- Hausse de 35 000 \$ (0,2 %) dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), principalement attribuable à l'ensemble des activités du secteur, notamment une augmentation de 22,8 % au niveau des activités de doublage et de sous-titrage.
- Hausse de 214 000 \$ (2,1 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable à l'augmentation de 29,5 % de l'aide financière provenant du Fonds du Canada pour les périodiques (« FCP »), celle-ci ayant été bonifiée de 25 % pour l'année de référence 2020-2021 dans le contexte de la crise sanitaire actuelle, contrebalancée en partie par des diminutions de 13,0 % et de 6,8 % respectivement pour les revenus en kiosque et les revenus publicitaires.
- Baisse de 2 458 000 \$ (-51,7 %) dans le secteur production et distribution (tableau 2), principalement attribuable à la baisse des revenus de distribution de films produits par Incendo.

**Tableau 2**  
**Produits d'exploitation**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2021	2020
Télédiffusion	114 832	\$ 108 061
Services cinématographiques et audiovisuels	18 017	17 982
Magazines	10 507	10 293
Production et distribution	2 295	4 753
Éléments intersectoriels	(4 843)	(3 955)
	<b>140 808</b>	<b>\$ 137 134</b>

**BAIIA ajusté** de 2 136 000 \$, soit un écart défavorable de 6 371 000 \$ (-74,9 %).

- Écart défavorable de 7 250 000 \$ dans le secteur télédiffusion (tableau 3), principalement attribuable à la baisse de rentabilité de « TVA Sports », contrebalancée en partie par l'augmentation de la rentabilité du Réseau TVA ainsi que par l'augmentation du BAIIA ajusté de Qolab.
- Écart favorable de 456 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation de la rentabilité de la plupart des activités du secteur, contrebalancée en partie par le démarrage de nos activités de productions virtuelle qui n'ont pas atteint leur plein potentiel de revenus.
- Écart favorable de 1 099 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), principalement attribuable à l'aide gouvernementale supplémentaire reçue dans le contexte de la crise sanitaire ainsi qu'aux différentes économies de coûts qui ont permis de compenser la baisse des revenus en kiosque et des revenus publicitaires.

- Écart défavorable de 554 000 \$ dans le secteur production et distribution (tableau 3), une conséquence directe de la crise sanitaire qui a engendré un retard au niveau de la distribution des films produits par Incendo.

**Tableau 3**  
**BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif)**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2021	2020
Télédiffusion	(3 421) \$	3 829 \$
Services cinématographiques et audiovisuels	3 628	3 172
Magazines	1 763	664
Production et distribution	113	667
Éléments intersectoriels	53	175
	<b>2 136 \$</b>	<b>8 507 \$</b>

**Perte nette attribuable aux actionnaires** de 4 451 000 \$ (-0,10 \$ par action de base et dilué), comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 723 000 \$ (-0,02 \$ par action de base et dilué) pour la même période de 2020.

- Cet écart défavorable de 3 728 000 \$ (-0,08 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
  - la baisse de 6 371 000 \$ du BAIIA ajusté;
  - partiellement contrebalancée par :
    - l'écart favorable de 1 669 000 \$ au niveau du recouvrement d'impôts;
    - l'écart favorable de 575 000 \$ au niveau des frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres; et
    - l'écart favorable de 273 000 \$ au niveau de la charge d'amortissement.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 43 205 535 pour les trimestres terminés les 31 mars 2021 et 2020.

**Charge d'amortissement** de 8 258 000 \$, soit une baisse de 273 000 \$ qui s'explique essentiellement par la baisse de la charge d'amortissement associée à des actifs incorporels, notamment des sites web et logiciels opérationnels, contrebalancée en partie par l'augmentation de la charge d'amortissement liée aux équipements destinés à la location ainsi qu'aux équipements informatiques.

**Charges financières** de 701 000 \$, soit une légère hausse de 31 000 \$ découlant principalement de la comptabilisation d'une perte de change au cours du premier trimestre de 2021 alors qu'un gain de change avait été comptabilisé au cours de la période correspondante de 2020, ainsi que de l'augmentation de la charge d'intérêts sur le passif net au titre des prestations définies, contrebalancées en partie par l'écart favorable au niveau des intérêts sur la dette.

**Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres**, un renversement de 273 000 \$ pour le premier trimestre de 2021 comparativement à une charge de 302 000 \$ pour la période correspondante de 2020.

- Au cours du premier trimestre 2021, la Société a enregistré un renversement net de la charge de 130 000 \$ découlant principalement de la réduction de postes et de la mise en place de mesures de réduction de coûts, notamment une charge de 156 000 \$ dans le secteur télédiffusion ainsi qu'un renversement de charge de 289 000 \$ dans le secteur magazines (une charge de 153 000 \$ pour la période correspondante de 2020 dont

129 000 \$ dans le secteur magazines) découlant, entre autres, de la revue de certaines hypothèses relativement à un bail onéreux.

- Au cours de cette période, la Société a comptabilisé un gain sur radiation d'obligations locatives de 94 000 \$ à la suite d'une libération anticipée de certains espaces immobiliers.
- Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2021, la Société a également comptabilisé un renversement de charge de 48 000 \$ relativement aux acquisitions d'entreprises, principalement pour la réévaluation à la baisse de la contrepartie conditionnelle dans le cadre de l'Acquisition d'Incendo telle que décrite ci-dessous, alors qu'une charge de 176 000 \$ avait été comptabilisée relativement aux acquisitions d'entreprises pour la période correspondante de 2020.

**Recouvrement d'impôts** de 1 696 000 \$ (taux d'imposition effectif de 25,9 %) au cours du premier trimestre 2021, comparativement à un recouvrement d'impôts de 27 000 \$ (taux d'imposition effectif de 2,7 %) à la même période de 2020, soit un écart favorable de 1 669 000 \$ qui s'explique principalement par l'augmentation de la perte déductible à des fins fiscales ainsi qu'à la comptabilisation en 2020 d'un ajustement d'impôts relativement à une année antérieure. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

**Part du bénéfice dans les entreprises associées** de 402 000 \$ au premier trimestre 2021, comparativement à 257 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2020, soit un écart favorable de 145 000 \$ qui s'explique par de meilleurs résultats financiers d'une entreprise associée dans le domaine de la télévision.

## **ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS**

### **Télédiffusion**

#### **Comparaison des premiers trimestres 2021 et 2020**

**Produits d'exploitation** de 114 832 000 \$, soit une augmentation de 6 771 000 \$ (6,3 %), principalement attribuable à :

- la hausse de 121,3 % des revenus de Qolab découlant à la fois d'une croissance de la demande et du devancement de certains projets habituellement complétés au cours des trimestres subséquents;
- la hausse de 5,2 % des revenus du Réseau TVA provenant essentiellement des droits de retransmission des signaux dans les régions éloignées qui avaient fait l'objet d'un ajustement rétroactif défavorable au cours du premier trimestre 2020, ainsi que d'une augmentation de 1,1 % des revenus publicitaires, notamment une hausse de 30,4 % des revenus numériques; et
- l'augmentation de 6,3 % des revenus publicitaires provenant des chaînes spécialisées;

contrebalancées en partie par :

- la baisse de 4,0 % des revenus d'abonnement des chaînes spécialisées, notamment une baisse de 5,8 % pour « TVA Sports », découlant principalement du phénomène de désabonnement régulier qui a été accentué par la baisse d'événements sportifs en 2020.

## Statistiques d'écoute du marché francophone

**Tableau 4**  
**Statistiques d'écoute du marché francophone**  
(Parts de marché en %)

Premier trimestre 2021 vs Premier trimestre 2020			
	2021	2020	Écart
<b>Chaînes généralistes francophones :</b>			
TVA	24,9	25,5	-0,6
SRC	16,4	15,0	1,4
noovo	6,7	5,4	1,3
	<b>48,0</b>	<b>45,9</b>	<b>2,1</b>
<b>Chaînes spécialisées et payantes francophones :</b>			
TVA	14,5	14,9	-0,4
Bell Média	11,8	12,9	-1,1
Corus	5,4	6,2	-0,8
SRC	5,6	5,6	-
Autres	4,6	4,2	0,4
	<b>41,9</b>	<b>43,8</b>	<b>-1,9</b>
<b>Total chaînes anglophones et autres :</b>	<b>10,1</b>	<b>10,3</b>	<b>-0,2</b>
<b>Groupe TVA</b>	<b>39,4</b>	<b>40,4</b>	<b>-1,0</b>

Source : Numeris - Québec franco, 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars, l-d, 2h-2h, t2+.

Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2021, les parts de marché de Groupe TVA ont diminué de 1,0 part par rapport à la période correspondante de 2020, passant de 40,4 parts à 39,4 parts.

Les parts de marché combinées des services spécialisés de Groupe TVA ont été de 14,5 parts pour le premier trimestre de 2021 comparativement à 14,9 parts pour la même période de 2020, soit une diminution de 0,4 part. Découlant entre autres du contexte lié au début de la pandémie, la chaîne de nouvelles et d'affaires publiques « LCN » avait connu une croissance exceptionnelle au cours du premier trimestre de 2020 expliquant son recul de 0,5 part par rapport à la période correspondante de 2020. « LCN » conserve toutefois le titre de la chaîne spécialisée la plus écoutée au Québec avec ses 6,4 parts de marché. La reprise du hockey et des événements sportifs a permis à la chaîne « TVA Sports » de maintenir ses parts de marché par rapport au trimestre correspondant, alors que la chaîne « addik<sup>TV</sup> » a connu une augmentation de sa part de marché de 0,3.

Le Réseau TVA demeure en tête des stations généralistes avec ses 24,9 parts de marché, soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes bien qu'en diminution de 0,6 part par rapport à la période correspondante. Le Réseau TVA a diffusé 3 des 5 émissions les plus regardées au Québec durant le premier trimestre 2021, dont la série *Les beaux malaises 2.0* qui s'est démarquée avec un auditoire moyen de près de 1,7 million de téléspectateurs ainsi que *Star Académie 2021 – Le variété* qui a atteint un auditoire moyen de près de 1,4 million de téléspectateurs.



**Charges d'exploitation** de 118 253 000 \$, soit une hausse de 14 021 000 \$ (13,5 %), expliquée principalement par :

- la hausse de 63,6 % des charges d'exploitation de « TVA Sports » principalement attribuable à la révision de l'attribution de la valeur des droits rattachés aux différentes composantes de son contrat pour les parties de la Ligue Nationale de Hockey (« LNH »), modifiant ainsi le moment de la comptabilisation aux résultats des droits de contenu audiovisuel sur une saison, ainsi qu'à la modification du calendrier de diffusion de la saison découlant du contexte actuel de la pandémie; et

○ la hausse de 60,7 % des charges d'exploitation de Qolab découlant du volume d'activités plus élevé; contrebalancées en partie par :

- la baisse de 6,7 % des charges d'exploitation du Réseau TVA attribuable essentiellement à la diminution des coûts de contenu, à la diminution de la charge pour mauvaises créances alors qu'au cours du premier trimestre de 2020, une charge supplémentaire avait été comptabilisée afin de tenir compte de la conjoncture économique engendrée par la pandémie, ainsi qu'aux droits de licence du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications découlant de mesures d'allègement en lien avec la crise sanitaire actuelle.

**BAIIA ajusté négatif** de 3 421 000 \$, soit une variation défavorable de 7 250 000 \$, expliquée principalement par :

- la baisse de rentabilité de « TVA Sports », découlant principalement de la hausse de ses charges d'exploitation telle qu'expliquée ci-dessus;

contrebalancée en partie par :

- l'augmentation de la rentabilité du Réseau TVA découlant de la combinaison de la baisse de ses charges d'exploitation et de la hausse de ses produits d'exploitation telles qu'expliquées ci-dessus; et
- l'augmentation du BAIIA ajusté de Qolab découlant d'un volume d'activités plus élevé combiné à une gestion serrée des coûts.

**Analyse de la relation coûts/revenus :** Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté, passant de 96,5 % pour le premier trimestre 2020 à 103,0 % pour la même période de 2021. Cette hausse provient essentiellement de l'augmentation plus importante des charges d'exploitation que l'augmentation des produits d'exploitation pour la chaîne « TVA Sports » compte tenu de la situation décrite ci-haut.

## **Services cinématographiques et audiovisuels**

### **Comparaison des premiers trimestres 2021 et 2020**

**Produits d'exploitation** de 18 017 000 \$, soit une légère hausse de 35 000 \$ (0,2 %), principalement attribuable à :

- la hausse de 10,2 % des revenus de l'ensemble des activités du secteur, à l'exception des activités de location, notamment une augmentation de 22,8 % des activités de doublage et de sous-titrage ainsi qu'une augmentation de 4,1 % des activités de postproduction découlant de volumes d'activités plus élevés;

contrebalancée en partie par :

- la baisse de 10,0 % des revenus de location de studios, de mobiles et d'équipements due à un volume d'activités moins élevé alors qu'il y avait la présence d'une production d'envergure dans les studios au cours du premier trimestre de 2020.

**Charges d'exploitation** de 14 389 000 \$, soit une baisse de 421 000 \$ (-2,8 %). Cette baisse est expliquée principalement par des économies au niveau de la main-d'œuvre, incluant la comptabilisation de la SSUC, de même qu'à des économies au niveau des frais variables pour les activités de location dues à un volume d'activités moindre.

Notons les variations suivantes :

- la diminution de 16,0 % des charges d'exploitation provenant des activités de location de studios, de mobiles et d'équipements; et
  - la diminution de 8,1 % des charges d'exploitation provenant des activités de postproduction;
- contrebalancées en partie par :
- la hausse de 14,4 % au niveau des charges d'exploitation afférentes au volume d'activités plus élevé de doublage et de sous-titrage; et
  - la hausse des charges d'exploitation provenant du nouveau service de production virtuelle.

**BAIIA ajusté** de 3 628 000 \$, soit une variation favorable de 456 000 \$, expliquée principalement par l'augmentation de la rentabilité de l'ensemble des activités du secteur, à l'exception des activités de production virtuelle et d'effets visuels, et découlant principalement de la baisse des charges d'exploitation telle qu'expliquée ci-dessus.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 82,4 % pour le premier trimestre 2020 à 79,9 % pour le premier trimestre 2021. Cette diminution provient essentiellement de la baisse des charges d'exploitation.

## Magazines

### Comparaison des premiers trimestres 2021 et 2020

**Produits d'exploitation** de 10 507 000 \$, soit une hausse de 214 000 \$ (2,1 %), principalement attribuable à :

- la hausse de 29,5 % de l'aide financière provenant du FCP; et
  - la hausse de 6,9 % des revenus d'abonnement, principalement pour la catégorie « Décoration »;
- contrebalancées en partie par :
- la baisse de 13,0 % des revenus en kiosque essentiellement pour la catégorie « Artistiques »; et
  - la baisse de 6,8 % des revenus publicitaires principalement au niveau des magazines anglophones.

### **Fonds du Canada pour les périodiques**

Le 1<sup>er</sup> avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le FCP qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide reliée à ce programme est entièrement enregistré à titre de produits d'exploitation et représente 29,4 % des produits d'exploitation du secteur pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2021 (23,2 % pour la période correspondante de 2020). Cette augmentation résulte d'une mesure d'aide gouvernementale additionnelle offerte afin d'aider les entreprises de cette industrie à faire face à la crise sanitaire actuelle et résultant en la bonification de 25 % de la subvention reçue pour l'année de référence 2020-2021.

## Statistiques de lectorat

Avec plus de 3,4 millions de lecteurs multiplateformes pour ses titres mensuels francophones, Groupe TVA est l'éditeur de magazines mensuels francophones numéro 1 au Québec et un joueur de premier plan dans le marché des magazines au Canada avec près de 7,9 millions de lecteurs multiplateformes.

Référence canadienne en art de vivre, « Canadian Living » rejoint plus de 3,7 millions de lecteurs multiplateformes tandis que son pendant francophone, « Coup de pouce », est le magazine francophone art de vivre le plus lu avec près de 1,5 million de lecteurs toutes plateformes confondues.

Au Québec, « Clin d'œil » est le magazine de mode beauté numéro 1 avec 739 000 lecteurs toutes plateformes confondues et « Les idées de ma Maison » est la référence en décoration, rejoignant 709 000 lecteurs multiplateformes.

Dans le marché anglophone, « Style at home » demeure un incontournable de la décoration au Canada et rejoint près de 2,2 millions de lecteurs multiplateformes.

*Source: Vividata, Hiver 2021, Total Canada, 14+, 1<sup>er</sup> octobre 2019 au 30 septembre 2020*

**Charges d'exploitation** de 8 744 000 \$, soit une baisse de 885 000 \$ (-9,2 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 14,9 % des frais d'impression et de production découlant d'une baisse du tirage et des mises en marché;
- des économies de coûts de main-d'œuvre, incluant la comptabilisation de la SSUC; et
- des économies de coûts de contenu et de frais administratifs.

**BAIIA ajusté** de 1 763 000 \$, soit une variation favorable de 1 099 000 \$, expliquée principalement par l'aide gouvernementale reçue tel qu'expliqué ci-dessus.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué et représentent 83,2 % pour le premier trimestre de 2021 contre 93,5 % pour la même période de 2020. Cette diminution s'explique principalement par la baisse des charges d'exploitation du secteur combinée à la hausse des produits d'exploitation.

## Production et distribution

### Comparaison des premiers trimestres 2021 et 2020

**Produits d'exploitation** de 2 295 000 \$, soit une diminution de 2 458 000 \$ (-51,7 %), principalement attribuable au retard dans la livraison des films produits par Incendo, un retard provoqué par l'arrêt des activités de production au printemps 2020 imposé par le confinement.

Les activités reliées à la distribution de films produits par Incendo représentent 86,4 % des produits d'exploitation de ce secteur pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2021 alors qu'elles représentaient 71,0 % pour la période correspondante de 2020. Les revenus générés par les productions d'Incendo, consistant principalement en des films à suspense, proviennent à 91 % d'une distribution à l'international pour le premier trimestre 2021 (87 % pour la période correspondante de 2020). Au cours des derniers mois, Incendo a adopté un virage vers la production de comédies romantiques, ce qui diversifiera le créneau des films distribués dans les années à venir.

**Charges d'exploitation** de 2 182 000 \$, soit une baisse de 1 904 000 \$ (-46,6 %). Cette baisse est directement attribuable à la baisse des revenus.

**BAIIA ajusté** de 113 000 \$, soit une variation défavorable de 554 000 \$, expliquée principalement par la marge brute totale moindre pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2021 par rapport à la période correspondante de 2020.

**Analyse de la relation coûts/revenus :** Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur production et distribution (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté et représentent 95,1 % pour le premier trimestre 2021 contre 86,0 % pour la même période de 2020. Cette hausse s'explique principalement par la baisse plus importante des produits d'exploitation que la diminution des charges d'exploitation.

### **Acquisition des actions des sociétés du groupe Incendo (« Acquisition d'Incendo »)**

Le 1<sup>er</sup> avril 2019, en vertu d'une entente conclue le 22 février 2019, la Société a procédé à l'acquisition des actions des sociétés faisant partie du groupe Incendo, qui exerce des activités de production et de distribution d'émissions de télévision de grande qualité, destinées au marché mondial, pour une contrepartie en espèces de 10 392 000 \$ (déduction faite des espèces acquises de 859 000 \$ et d'un remboursement de 644 000 \$ à titre d'ajustement en lien avec une cible préétablie de fonds de roulement convenue entre les parties) et un solde à payer d'une juste valeur de 6 818 000 \$ à la date d'acquisition. Le prix d'achat est également assujéti à des ajustements liés à l'atteinte de conditions financières au cours des trois années suivant la date d'acquisition. La contrepartie conditionnelle a été évaluée à 1 739 000 \$ à cette même date, selon l'estimation de la valeur actualisée des ajustements conditionnels futurs. Cette valeur actualisée est fondée sur des données d'entrée importantes qui ne sont pas des données de marché observables, sur des hypothèses ainsi que sur une fourchette de probabilités d'atteinte de conditions financières. La contrepartie conditionnelle a fait l'objet d'une réévaluation au cours du premier trimestre 2021 (voir « Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres » de la section « Analyse des résultats consolidés » ci-dessus) et la Société a effectué un paiement de 606 000 \$ en lien avec celle-ci.

### **FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE**

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 5 suivant :

**Tableau 5**  
**Résumé des flux de trésorerie de la Société**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2021	2020
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	7 437 \$	15 578 \$
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(4 741)	(5 856)
Acquisition d'entreprises	(606)	-
Autres	(992)	(878)
<b>Remboursement de la dette nette</b>	<b>1 098 \$</b>	<b>8 844 \$</b>
	<b>31 mars 2021</b>	<b>31 décembre 2020</b>
<b>Situation à la fin :</b>		
Dette échéant à court terme	23 992 \$	27 117 \$
Découvert bancaire	3 252	1 699
Moins : espèces	(2 364)	(2 838)
<b>Dette nette</b>	<b>24 880 \$</b>	<b>25 978 \$</b>

## Activités d'exploitation

**Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation** en baisse de 8 141 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2021 par rapport à la période correspondante de 2020 principalement dû à :

- la baisse du BAIIA ajusté de 6 371 000 \$; et
- la variation nette défavorable de 5 891 000 \$ au niveau des actifs et passifs d'exploitation, notamment un écart défavorable au niveau des débiteurs ainsi que des actifs et passifs d'impôts exigibles, contrebalancé en partie par un écart favorable au niveau des droits de contenu à payer;

contrebalancées en partie par :

- l'écart favorable de 3 680 000 \$ au niveau des impôts exigibles.

**Fonds de roulement** de 40 067 000 \$ au 31 mars 2021 comparativement à un fonds de roulement de 51 861 000 \$ au 31 décembre 2020. Cet écart défavorable de 11 794 000 \$ est principalement attribuable à la hausse des droits de contenu à payer ainsi que des créditeurs, charges à payer et provisions et à la baisse des crédits d'impôt et aide gouvernementale à recevoir, contrebalancées en partie par des variations favorables au niveau des actifs et passifs d'impôts exigibles, des débiteurs, des revenus reportés ainsi que des charges payées d'avance.

## Activités d'investissement

**Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels** de 4 741 000 \$ pour le premier trimestre de 2021, comparativement à 5 856 000 \$ pour la même période de 2020, soit une baisse de 1 115 000 \$ (-19,0 %). Cette baisse s'explique essentiellement par la variation nette des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels financées par les créditeurs et charges à payer ainsi que par le ralentissement de certains projets étant donné la pandémie.

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2021, la Société a investi dans ses équipements destinés à la location, dans ses équipements informatiques ainsi que dans certains équipements techniques nécessaires aux activités de postproduction.

**Acquisition d'entreprises** de 606 000 \$ au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2021 (Voir « Acquisition d'Incendo » ci-dessus) (nil au cours de la période correspondante de 2020).

## Activités de financement

**Dettes échéant à court terme** (excluant les frais de financement reportés) de 24 041 000 \$ au 31 mars 2021, comparativement à 27 126 000 \$ au 31 décembre 2020, soit une baisse de 3 085 000 \$.

## Situation financière au 31 mars 2021

**Liquidités disponibles nettes** de 49 938 000 \$, soit un crédit rotatif disponible et inutilisé de 50 826 000 \$ ainsi que des espèces de 2 364 000 \$, moins un découvert bancaire de 3 252 000 \$.

Au 31 mars 2021, la totalité du capital de 24 041 000 \$ était à rembourser sur la dette au cours de la prochaine période de douze mois.

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était d'environ 0,9 année au 31 mars 2021 (0,1 année au 31 décembre 2020). La dette était constituée en totalité de dette à taux variable au 31 mars 2021 et au 31 décembre 2020.

La Société dispose d'un crédit rotatif de 75 000 000 \$ venant à échéance le 24 février 2022. Au 31 mars 2021, les sommes empruntées sur le crédit rotatif représentent une acceptation bancaire de 17 991 000 \$ portant intérêt au taux effectif de 1,83 %, une avance au montant de 6 050 000 \$ portant intérêt au taux effectif de 2,85 % en plus d'une lettre de crédit en circulation d'un montant de 133 000 \$. Au 31 décembre 2020, les sommes empruntées sur le crédit rotatif représentaient une acceptation bancaire de 19 976 000 \$ portant intérêt au taux effectif de 1,88 % ainsi qu'une avance

au montant de 7 150 000 \$ portant intérêt au taux effectif de 2,85 %, en plus d'une lettre de crédit en circulation d'un montant de 133 000 \$.

Le 11 février 2021, la Société a amendé son crédit rotatif garanti de 75 000 000 \$ afin de proroger son échéance du 24 février 2021 au 24 février 2022 et de modifier certains termes et conditions de ce dernier.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir ses engagements en matière d'investissement en immobilisations, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de paiement d'impôts sur le bénéfice, de remboursement de dettes et d'obligations locatives, de contributions conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de dividendes aux actionnaires et pour respecter ses engagements et garanties.

En vertu de sa convention de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 mars 2021, la Société respectait toutes les conditions relatives à sa convention de crédit.

## Analyse du bilan consolidé au 31 mars 2021

### Tableau 6

#### Bilans consolidés de Groupe TVA

#### Analyse des principales variations entre les 31 mars 2021 et 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

	31 mars 2021	31 décembre 2020	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<b><u>Actifs</u></b>				
Débiteurs	148 132 \$	137 177 \$	10 955	\$ Impact de l'augmentation des redevances à recevoir et des avances à des coproducteurs.
Contenu audiovisuel à long terme	66 631	57 245	9 386	Impact de la variation courante et saisonnière des activités, d'acquisitions de films et séries ainsi que d'investissements dans le contenu audiovisuel.
Impôts différés	12 857	23 923	(11 066)	Impact de la comptabilisation d'un gain sur réévaluations des régimes à prestations définies.
<b><u>Passifs</u></b>				
Créditeurs, charges à payer et provisions	115 861 \$	106 066 \$	9 795	\$ Impact de la présentation à court terme de la balance de prix de vente et de la contrepartie conditionnelle dans le cadre de l'Acquisition d'Incendo.
Droits de contenu à payer	93 456	62 252	31 204	Impact du report de paiements de certains droits sportifs.
Autres éléments de passif	9 789	38 223	(28 434)	Impact de la comptabilisation d'un gain sur réévaluations des régimes à prestations définies et de la présentation à court terme de la balance de prix de vente et de la contrepartie conditionnelle dans le cadre de l'Acquisition d'Incendo.

## INFORMATIONS ADDITIONNELLES

### Obligations contractuelles

Au 31 mars 2021, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette et les obligations locatives, les sommes à payer et la contrepartie conditionnelle en lien avec l'Acquisition d'Incendo, les paiements pour des contrats d'acquisition de contenu audiovisuel ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 7.

**Tableau 7**

### Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette échéant à court terme	24 041 \$	– \$	– \$	– \$	24 041 \$
Obligations locatives	2 727	3 347	2 203	2 799	11 076
Paiement d'intérêts <sup>1</sup>	1 141	658	385	324	2 508
Sommes à payer et contrepartie conditionnelle	6 522	–	–	–	6 522
Droits de contenu	219 453	187 829	133 114	9 353	549 749
Autres engagements	11 334	10 856	1 431	203	23 824
<b>Total</b>	<b>265 218 \$</b>	<b>202 690 \$</b>	<b>137 133 \$</b>	<b>12 679 \$</b>	<b>617 720 \$</b>

<sup>1</sup> Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 31 mars 2021 et incluent les frais de disponibilité sur le crédit rotatif ainsi que les intérêts sur les obligations locatives.

En 2013, QMI et Groupe TVA ont conclu une entente d'une durée de 12 ans avec Rogers Communications inc. concernant les droits de diffusion francophones de la Ligue Nationale de Hockey pour le Canada. Les charges d'exploitation reliées à ce contrat sont constatées dans les charges d'exploitation de la Société et les engagements totaux liés à cette entente ont été inclus dans les engagements de la Société.

### Opérations conclues entre sociétés apparentées

La Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Au cours du premier trimestre 2021, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et associées pour un montant global de 27 125 000 \$ (25 395 000 \$ au premier trimestre 2020).

Pour le premier trimestre de 2021, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et associées pour un total de 15 054 000 \$ (13 493 000 \$ pour le premier trimestre de 2020).

De plus, au cours du premier trimestre 2021, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 1 418 000 \$ (1 297 000 \$ au premier trimestre 2020). Ces honoraires sont comptabilisés en réduction des charges d'exploitation.

La Société a également assumé des honoraires de gestion de la société mère pour un montant de 855 000 \$ pour les premiers trimestres de 2020 et de 2021.



## Capital-actions

Le tableau 8 présente les données du capital-actions de la Société. De plus, 769 503 options d'achat d'actions classe B de la Société étaient en circulation au 16 avril 2021.

**Tableau 8**  
**Capital-actions en circulation au 16 avril 2021**  
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	38 885 535	5,33 \$

## Éventualités et litiges

Dans le cadre de litiges commerciaux avec un câblodistributeur, des poursuites ont été engagées par la Société et contre la Société ainsi que contre Québecor inc. et certaines de ses filiales. À ce stade-ci des poursuites, la direction de la Société est d'avis que le dénouement ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les résultats ou la situation financière de la Société.

## Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2021, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante n'a été effectuée.

## Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et [www.groupetva.ca](http://www.groupetva.ca).

## Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre à », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents et les risques liés à la perte de clients clés dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels ainsi que dans le secteur production et distribution), les risques liés aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique, les risques liés à la capacité d'adaptation de la Société face à l'évolution technologique rapide et aux nouvelles formes de diffusion ou de stockage, les risques liés aux relations de travail ainsi que les risques liés aux urgences en matière de santé publique, notamment la COVID-19, et toute mesure d'urgence mise en œuvre par le gouvernement.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et [www.groupetva.ca](http://www.groupetva.ca), y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2020 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 10 mai 2021 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 10 mai 2021

**Tableau 9**  
**SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES**

(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2021		2020		
	31 mars		31 déc.	30 sept.	30 juin
<b>Exploitation</b>					
Produits d'exploitation	140 808	\$	147 618	\$ 119 537	\$ 103 855
BAlIA ajusté	2 136	\$	46 070	\$ 23 363	\$ 7 366
(Perte) bénéfice net(te) attribuable aux actionnaires	(4 451)	\$	27 380	\$ 8 404	\$ (2 744)
<b>Données par action de base et diluée</b>					
Résultat par action de base et diluée	(0,10)	\$	0,63	\$ 0,19	\$ (0,06)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206		43 206	43 206	43 206
	2020		2019		
	31 mars		31 déc.	30 sept.	30 juin
<b>Exploitation</b>					
Produits d'exploitation	137 134	\$	164 196	\$ 125 618	\$ 145 955
BAlIA ajusté	8 507	\$	33 568	\$ 31 141	\$ 3 764
(Perte) bénéfice net(te) attribuable aux actionnaires	(723)	\$	16 030	\$ 13 361	\$ (6 224)
<b>Données par action de base et diluée</b>					
Résultat par action de base et diluée	(0,02)	\$	0,37	\$ 0,31	\$ (0,14)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206		43 206	43 206	43 206

- Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dû, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires, aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public, aux besoins en services de production des producteurs internationaux et locaux, à la demande de contenu de la part des télédifuseurs mondiaux et aux calendriers de livraison afférents. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité.
- Dans le secteur télédiffusion, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation et à la diffusion des événements sportifs en direct, alors que dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels, les charges d'exploitation varient en fonction des besoins en services de production des producteurs internationaux et locaux. Dans le secteur magazines, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines qui peuvent varier d'un trimestre à l'autre alors que dans le secteur production et distribution, les charges d'exploitation varient en fonction des calendriers de livraison ainsi que des revenus estimatifs futurs.

Par conséquent, les BAlIA ajustés des périodes intermédiaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre.